

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Une année noire pour les chômeurs et les salariés.

Nous souhaitons avant tout affirmer notre solidarité aux manifestants de Rennes et protester contre les violences policières qui y ont eues lieu, quand les forces de police ont chargé les manifestants, ces dangereux qui luttent pour leurs droits et leur dignité, qui en ont ras le bol d'être invisibles et désignés coupables de leur situation.

Le plus jeune avait 3 ans, le plus ancien 91, l'un comme l'autre doivent comprendre que l'ordre c'est l'ordre, que le droit de manifester n'est pas acquis et que l'ordre c'est la police au service d'un pouvoir qui a depuis longtemps choisi le camp des grands patrons et des barons de la finance contre le peuple.

C'était la septième édition consécutive sur ce même thème, c'est aussi la plus importante en nombre de participants, pour la première fois nous approchons les 10.000 manifestants et ce n'est pas étonnant quand on sait la situation.

Des centaines de milliers de chômeurs supplémentaires à coups de délocalisations, de restructurations, de licenciements, qui malheureusement pour la plupart seront en difficultés financières et confrontés aux multiples urgences dans quelques mois ou quelques années.

La fusion Assedic / ANPE qui accouche de Pôle emploi qui s'empresse de transférer 320.000 dossiers de chômeurs à 31 opérateurs privés en leur octroyant 425 millions d'euros pris bien évidemment sur le budget de Pôle emploi.

Nous interpellons les groupes politiques du Sénat et de l'Assemblée nationale afin qu'ils interviennent contre les radiations, dans le même temps nous lançons une grande campagne de pétition.

Des agents protestent contre le rôle qu'on semble exiger d'eux, un rôle de contrôle, débouchant trop souvent sur des radiations, et de ce qui s'apparente à de la « gestion de stock » sans réels moyens.

La mise en place du RSA qui s'apparente à une forme de travail obligatoire et qui surtout fait encore baisser le prix du travail est inopérant, des femmes et des hommes témoignent qu'après calculs et recalculs des CAF, des droits, souvent obtenus de hautes luttes comme la gratuité des transports sautent.

Le reste à vivre, ce qui importe finalement n'est pas plus important, avant qu'après, donc, à part fermer l'accueil au public dans les CAF, parce que complètement débordées c'est encore un effet d'annonce.

Après la manifestation du samedi 5 décembre contre le chômage et la précarité, pour la justice sociale, nous réclamons une allocation exceptionnelle d'urgence dite « prime de Noël » de 500 euros pour l'ensemble des chômeurs.

Chacune, chacun, toutes et tous doivent avoir droit à une petite bouffée d'oxygène, il ne s'agit de rien de plus mais aussi de rien de moins, faire plaisir aux enfants, à son épouse, ou son compagnon, oublier un court instant la pression continue de l'urgence.

Villejuif le 09 décembre 2009

Philippe Villechalane

Porte parole de l'Apeis